

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Ceyrac à Giscard : NOUS DEMANDONS DE POUVOIR FAIRE NOTRE METIER

- Liberté de licencier
- Liberté des prix

*Soutien au
peuple
palestinien et au
mouvement
national libanais*
MANIFESTATION

Samedi 1er avril à 15H h
à République

A l'appel des organisations arabes en France, de l'AMFP, de l'Humanité rouge, du PCRml, de l'UCFml, de l'OCT.

MEETING

Vendredi 31 mars à 20h30
salle B de la Mutualité

Organisé par l'Union générale des étudiants palestiniens avec le soutien des organisations politiques, étudiantes, ouvrières à Paris.

FIN DES DISCUSSIONS DE GISCARD AVEC LE TOUT — PARIS POLITIQUE ET SYNDICAL



APPEL DU COMITE CENTRAL DU PCMLF

- La droite reste
- La gauche... la faillite

L'issue est ailleurs

Les élections législatives de mars 1978 sont maintenant terminées. Elles se traduisent par une profonde déception de tous ceux qui espéraient que la victoire des partis de gauche entraînerait les changements auxquels ils aspirent avec tant de force. Quant à nous, marxistes-léninistes, nous avons appelé à ne placer d'espoir ni dans les politiciens de droite ni dans ceux de gauche car nous savions que ces derniers ne pouvaient qu'entraîner de profondes illusions parmi les travailleurs.

Une fois de plus, ces élections ont permis le maintien au pouvoir des représentants des grands monopoles capitalistes, responsables de la politique d'exploitation, de répression, de chômage, de misère et de racisme qui frappe durement la classe ouvrière et les masses populaires. Les mêmes politiciens, Giscard, Barre, Chirac, rejetés par la majorité des travailleurs, conservent le pouvoir et prétendent parler en notre nom à tous.

Et de l'autre côté, les Marchais et Mitterrand se sont ouvertement moqués des aspirations unitaires et de la volonté de changement populaire. Par leurs querelles et leurs divisions, ils ont démontré qu'ils faisaient passer leur appétit de pouvoir avant les intérêts des travailleurs.

Comment ne pas partager l'amertume des ouvriers, des petits paysans, des employés, des femmes, des jeunes qui voient bafouées leurs aspirations à une vie meilleure, plus libre, plus juste et plus digne ?

Mais la faillite des partis de gauche ne signifie pas la disparition de la profonde volonté de changement des travailleurs. L'issue est ailleurs. Il faut tourner le dos à l'impasse dans laquelle ils ont voulu nous conduire. Il faut leur refuser toute confiance en les prenant pour ce qu'ils sont : des partis bourgeois qui n'ont absolument pas pour but de supprimer l'exploitation capitaliste.

Ils prétendaient détenir la clé des changements nécessaires : « La victoire en votant ! » proclamait Mitterrand. « Le 12 mars, tout peut changer ! » affirmait Marchais... Les résultats, comme il y a dix ans, en juin 1968, révèlent que les élections organisées par la bourgeoisie ne peuvent être le terrain d'une victoire décisive des travailleurs.

Après avoir fait croire que le PS n'était plus un parti bourgeois et que la solution était dans une alliance avec lui, les dirigeants du PCF n'ont pas hésité à casser l'espoir qu'ils avaient fait naître. Que pouvons-nous attendre de gens qui se moquent aussi ouvertement des aspirations de ceux qu'ils prétendent défendre ?

Comme tous les autres partis bourgeois, les dirigeants du PCF ont eux-mêmes joué des revendications des travailleurs comme d'un moyen de marchandage, dans l'espoir de se partager le pouvoir en fonction de leur score électoral.

A l'appel du
Collectif national
pour la Palestine

Conférence de presse sur le Sud-Liban

(suite de la page 8)

que cette guerre n'a été en rien une grande victoire pour les Israéliens. L'opération éclair qu'ils projetaient pour s'emparer en 48 heures de tout le Sud-Liban s'est en effet enlisée et les pertes sionistes s'élèvent jusqu'ici au même nombre que l'ensemble de leurs pertes pour la guerre des Six jours en 1967.

La suite de l'intervention d'Albert Paul Lentin ainsi que celle de A. Behar, un ancien membre de la commission médicale d'enquête sur les armes américaines au Vietnam, a été consacrée à la dénonciation des crimes de guerre commis par les sionistes à l'encontre des populations civiles et des réfugiés. Il a notamment été prouvé que les Israéliens ont eu recours à des systèmes d'armes totalement inefficaces contre des installations militaires mais au contraire particulièrement meurtriers contre les civils.

Les bombardements intensifs des villages et des camps de réfugiés comme Nabathie par les avions F 15 avec des bombes à billes projetant jusqu'à l'intérieur des appartements des milliers d'éclats minuscules mais meurtriers, en sont un exemple.

Maitre Mataraso, avocat, a ensuite expliqué que les trois types de crimes dénoncés par le tribunal international de Nuremberg concernent les sionistes :

— Crime contre la paix, par l'agression que rien ne peut justifier contre le Sud-Liban.

— Crime de guerre, par les massacres contre les populations civiles et crime envers l'humanité par le génocide froidement perpétré contre le peuple palestinien.

Le professeur Larivière est ensuite intervenu au nom de l'association médicale franco-palestinienne. Il a particulièrement dénoncé l'impossibilité pour les gens qui soutiennent le peuple palestinien de s'exprimer dans l'ensemble des moyens d'information en France. « Nous sommes des gens d'opposition, a-t-il dit, non seulement dans la majorité actuelle, mais vis-à-vis de l'opposition actuelle qui, pour une grande part, participe à ce grand courant de soutien aux sionistes ».

Albert Paul Lentin a enfin lancé un appel pour que non seulement soit faite une mobilisation contre une éventuelle interdiction de l'OLP en France, mais encore pour que le gouvernement français suspende ses relations diplomatiques avec Israël tant que celui-ci n'aura pas évacué totalement le Sud-Liban occupé.

Un espagnol sur dix sans travail !

Au mois d'octobre 1977, tous les représentants de la bourgeoisie se retrouvaient au siège de la présidence, à Moncloa pour signer un pacte dit « social » susceptible d'apporter des remèdes à la crise.

Cet accord présenté par le gouvernement Sua-

rez et signé par le PSOE et le PCE stipulait que des mesures devaient être prises pour réduire le chômage et l'inflation. Parmi les mesures immédiates, sur lesquelles l'accord était total, on peut souligner celle limitant les hausses de salaires entre 20 et 22 % alors qu'en 1977, la hausse du coût de la vie était de 30 %.

Des mesures contre le chômage, qu'en est-il à l'heure actuelle ? Ils étaient plus de 1 300 000 chômeurs à la fin du mois de février. 10,4 % de la population active était au chômage soit plus d'un travailleur sur 10. Dans les quatre mois qui suivirent la signature du Pacte de la Moncloa, le chômage a crû de 24 % ! En fait tout cela était prévisible, il n'y avait rien à attendre de ce pacte antisocial qui comptait sur une stabilisation de l'économie.

Les seules mesures prises en faveur de l'emploi consistaient en la création de quelques postes dans l'enseignement et en quelques subventions. 50 000 personnes se voyaient attribuer des postes de travail temporaires. A côté de cela, la crise continue de s'approfondir, les licenciements se font plus nombreux. Les plans de restructuration (qui se sont développés rapidement et massivement) de secteurs comme ceux de la sidérurgie, le naval, l'automobile, etc... ont fait grandir l'armée de chômeurs. Il est à prévoir que le nombre de celle-ci sera de 1 700 000 à la fin de cette année.

Il faut noter par ailleurs que ces chiffres sont des chiffres officiels et qu'ils cachent une réalité encore plus grave. En effet, un million à un million et demi de chômeurs ne sont pas comptés comme tels dans les statistiques officielles dans la mesure où ils ne cherchent pas activement du travail, renonçant d'eux-mêmes face à l'impossibilité de trouver un emploi.

Dans quelle situation se trouvent ces centaines de milliers de chômeurs ? L'allocation chômage est perçue actuellement par 340 000 travailleurs. Autrement dit, un quart seulement des chômeurs reçoivent mensuellement une quantité d'argent qui n'atteint même pas le salaire minimum vital de 15 000 pesetas (environ 860 F). En fait il faudrait 280 000 millions de pesetas pour pouvoir garantir le minimum vital à tous les travailleurs au chômage mais cela suppose de toucher aux intérêts de la bourgeoisie, ce qui est totalement exclu pour les signataires du Pacte antisocial.

500 000 PERSONNES
MOBILISÉES !

Malgré le chômage qui touche une grande masse de

gens et les difficiles conditions de vie qui en découlent, les travailleurs n'hésitent pas à engager des lut-

tes du PSOE et les révisionnistes du PCE ne semble pas être apprécié par les travailleurs qui ont répliqué par

les luttes, désavouant le plus clairement ceux qui se prétendent être leurs représentants.

Article rédigé à partir des informations puisées dans le numéro 189 de « En Lucha ».



A Barcelone, manifestation de 10 000 travailleurs



75 000 paysans manifestent avec leurs tracteurs dans toute l'Espagne.

tes. En témoignent ces dernières semaines.

Il y a maintenant une quinzaine de jours, ils étaient un demi-million à s'être mobilisés : des travailleurs, des paysans, des femmes, etc. La classe ouvrière a une nouvelle fois montré sa force : à Barcelone, ils étaient 10 000 à manifester, le 10 mars, 80 000 travailleurs du secteur naval étaient en grève, le 12, 15 000 métallurgistes de Madrid décident en assemblée générale la grève générale après un arrêt de travail de 4 heures qui toucha 180 000 travailleurs, etc.

75 000 paysans de toute l'Espagne ont manifesté avec leurs tracteurs pour réclamer des prix plus justes. Ils sont soutenus par les petits commerçants et par tout le peuple.

Luttes aussi des femmes pour exiger leurs droits, luttes pour la liberté d'expression notamment après la condamnation de la troupe de théâtre « El Joglars », accusée d'avoir présenté une pièce portant atteinte au prestige de l'armée.

Un article du Pacte disait que toutes les couches sociales devaient supporter le poids de la crise. Cet accord signé par les réformis-

Deuxième grand voyage de Carter

Carter est arrivé mardi matin à Caracas. C'est la première étape d'un voyage de sept jours qui doit le conduire au Brésil, au Nigéria et au Libéria. Il a eu mardi une série de discussions avec Carlos Andres Perez, le président vénézuélien, et a prononcé le premier de deux discours importants. Il traitait de sa politique latino-américaine. Le second, qui sera prononcé à Lagos, au Nigéria, doit traiter des questions africaines.

La particularité de ce deuxième grand voyage de Carter est qu'il se déroule exclusivement dans des pays du tiers monde. Il illustre d'ailleurs bien la nécessité qui s'impose à l'Administration américaine dans ses relations avec les pays du tiers monde. Il n'est plus possible aujourd'hui à la superpuissance américaine de traiter, comme par le passé, avec un dédain complet les revendications de ces pays qui forment les deux tiers de la planète.

La prise de conscience du tiers monde en tant que force a fait de tels progrès depuis Bandung, il y a plus de vingt ans, avec notamment la création de regroupement de pays pro-

ducteurs de matières premières que même les superpuissances doivent maintenant compter avec lui. C'est dans ce cadre que s'inscrivent ce voyage de Carter en Amérique latine et les nouvelles positions de l'Administration Carter face au tiers monde.

Les discussions entre Carter et Perez ont porté principalement sur les problèmes pétroliers, sur la définition d'un nouvel ordre économique mondial et sur l'attitude américaine en Amérique latine. A ce sujet, le président Perez s'est déclaré très préoccupé par un éventuel rejet par le Sénat américain des traités sur le canal de Panama. Le Sénat des Etats-Unis

a en effet ratifié de justesse, il y a douze jours, le premier des deux traités définissant un nouveau statut pour le canal et la zone de Panama. Le second document, celui qui prévoit le transfert à Panama des installations et de la zone du canal le 31 décembre 1999, sera soumis au vote des parlementaires à la fin avril.

Ce débat au Sénat américain « va décider du sort des relations entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord » a souligné M. Perez.

En ce qui concerne le pétrole, Carter, au nom des trusts américains, va tenter de faire pression sur le Venezuela pour éviter une nouvelle hausse des produits pétroliers. Il semble, cependant, que ce sera peine perdue, celui-ci s'étant déjà prononcé au sein de l'OPEP pour une hausse modérée.

La prochaine étape de Carter doit être le Brésil. On y parlera beaucoup des problèmes nucléaires. (A suivre...)



Les suites des législatives

Des remous au sein du PCF

Une vague de discussions contradictoires s'est engagée au sein du PCF, tant à la direction que parmi les militants de base. Si les débats de ces derniers sont difficiles à connaître précisément, bien que des échos nous parviennent, ceux de la direction sont apparus nettement ces jours derniers.

La semaine dernière, Jean Rony, membre du comité de rédaction de « France Nouvelle » (organe théorique du PCF), attaquait publiquement dans « Le Monde » la ligne du Comité central du PCF poursuivie depuis septembre et était en contradiction avec l'autosatisfaction des déclarations officielles de ce parti.

Autre remous, celui suscité lors de la publication, le 24 mars, de « Paris Hebdo », journal parisien du PCF. Le journal, sous le contrôle de Paul Laurent, membre du secrétariat du PCF, ne publie aucun des communiqués de « victoire » du Bureau politique du PCF, mais publie par contre un article où l'on peut lire que « la gauche (...), en raison de sa division, n'a pu faire

jouer en sa faveur la dynamique unitaire ».

Dans le même temps, à cause de ces remous et des incompréhensions des cadres intermédiaires et militants après les élections, la direction du PCF réunissait à la hâte les secrétaires fédéraux, devant lesquels Fiterman, membre du secrétariat central, devait faire un long rapport intitulé « Les leçons des légis-

latives ». Dans le sous-titre présentant ce rapport dans l'« Humanité » de jeudi, l'un des mots d'ordre prend toute sa signification : « Poursuivre la discussion ».

Ce qui n'est ni plus ni moins qu'une reconnaissance implicite des remous internes à ce parti.

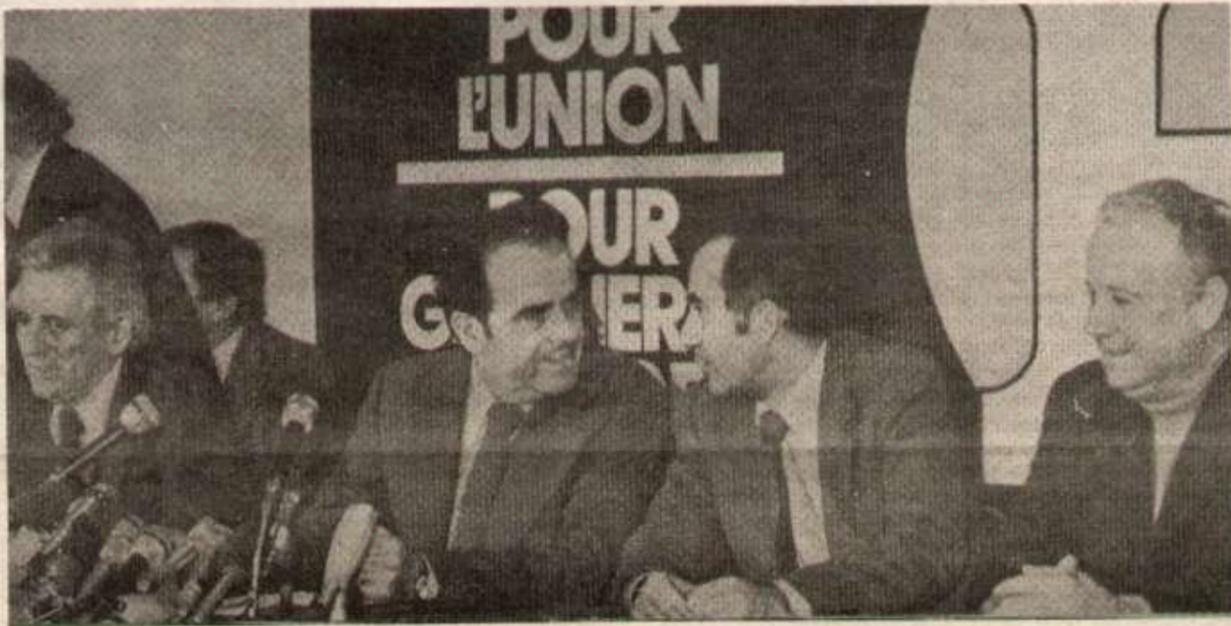
Le rapport Fiterman dit l'inverse du journal de Paul

Laurent. Fiterman déclare que le PS « a voulu garder les mains libres, donner des gages à la droite (...), nous placer aux élections dans une situation de force d'appoint, d'otage du pouvoir ».

L'explication est claire : la direction du PCF a lancé cette campagne contre le PS lorsqu'elle s'est rendue compte que le rapport de

force au niveau électoral aurait permis une relative liberté de manœuvre à Mitterrand.

La tactique des dirigeants du PCF est connue, les résultats aussi. Mais c'est justement ces derniers qui ne satisfont pas les militants. Et la direction de ce parti est coincée puisque, et Fiterman le rappelle, elle « n'a d'autre stratégie ».



Unité de façade.

● Lille Première manifestation de soutien à la résistance palestinienne et au mouvement national libanais

Le samedi 25 mars s'est déroulée à Lille la première manifestation de soutien à la Résistance palestinienne et au Mouvement national libanais à l'appel du Comité Palestine et de plusieurs organisations étudiantes arabes.

C'était la première manifestation de soutien à Lille et malgré une mobilisation très rapide, elle a rassemblé plus de 300 personnes. Il y avait de nombreux travailleurs immigrés.

Dans les rues passantes, les mots d'ordre « Palestine vaincra », « Pas de paix sur le dos du peuple palestinien » ont eu un accueil très favorable parmi les passants et certains ont rejoint la manifestation.

Au moment où les mercenaires français sont arrivés au Liban, les progressistes français ont montré qu'ils étaient avec la Résistance palestinienne contre la tentative de liquidation de celle-ci par les sionistes, contre la présence des troupes de l'ONU pour masquer les tentatives d'expansion de l'État d'Israël. Vive l'unité de combat entre les peuples français et palestiniens ! Palestine vaincra !

Correspondant HR facultés

Entre Giscard et Mitterrand

La « cohabitation raisonnable » avance au galop

Mitterrand demande à Giscard « une plus juste répartition des responsabilités au sein des commissions parlementaires ». L'UDF propose à la minorité parlementaire de présider deux de ces commissions. C'est la « cohabitation raisonnable » (Giscard).

Si elle n'ouvre pas une ère nouvelle, la rencontre Giscard-Mitterrand précède bien toutefois ce qui pourrait être la collaboration prochaine entre le Parti socialiste et l'Union pour la démocratie française (giscardienne). Relevons trois citations importantes du discours de Mitterrand à la presse sur les marches du palais.

« C'est pourquoi j'ai accepté l'invitation personnelle et directe que m'a adressée, jeudi et pour la première fois, M. Giscard d'Estaing ».

Tout d'abord, il n'est pas vrai, à proprement parler, que c'est la première invitation de Giscard. Le 24

octobre 1974, il avait déjà comme cette fois-ci, invité les dirigeants de l'opposition et de la majorité à le rencontrer. La seule différence est que cette fois, des invitations personnelles furent jointes à l'invitation publique... Nuance...

Qu'avait fait Mitterrand en 1974 ? Il avait répondu « non » à l'invitation giscardienne : « Une invitation adressée par le président de la République aux dirigeants de l'opposition reste sans objet alors que la liberté d'expression continue de subsister dans le pays de graves atteintes » (déclarations du 30 octobre 1974).

En fait, Mitterrand ne

pouvait alors accepter cette invitation dans la mesure où Marchais avait pris les devants et avait refusé. Et à cette époque, Mitterrand était encore lié par le Programme commun...

— 2 —

« Je crois en effet... l'intérêt supérieur du pays qu'au-delà de nos divergences de vues sur les institutions et leur fonctionnement, s'établissent de nouvelles règles et de nouveaux usages dans ce que l'on pourrait appeler la pratique quotidienne de la démocratie. (...) »

« Les mesures afin d'aboutir à un statut équitable de l'information, notamment par le droit de réponse des partis de l'opposition aux déclarations présidentielles et gouvernementales, de garantir l'exercice réel du contrôle parlementaire, notamment par le rôle dévolu aux grandes com-

missions et par une plus juste répartition des responsabilités en leur sein (...) »

Ce passage est sans doute le plus important de la déclaration de Mitterrand.

Tout d'abord, dans l'ensemble de la déclaration on ne parle plus de Programme commun ni d'Union de la gauche et Mitterrand fixe les « règles et usages » d'une collaboration avec le gouvernement Giscard.

Ensuite, Mitterrand fixe ici le terrain de cette collaboration. Elle se fera par l'intermédiaire du Parlement par la participation de députés de l'opposition aux Commissions parlementaires. Ces commissions préparent le travail de l'Assemblée qui comme on le sait, vote les lois.

— 3 —

« Je pense qu'il est inutile d'ajouter que les socialistes restent disponibles pour apporter leur contribution à toute entreprise utile à l'indépendance na-

tionale, à la construction de la paix et à la présence de la France dans le monde ».

C'est la dernière phrase de Mitterrand qui propose ainsi à Giscard une collaboration dans le domaine de la politique étrangère aussi. On sait que l'attitude en politique étrangère, et face à l'URSS notamment, fut depuis toujours un des points de divergence entre le PCF

et le PS.

*Marchais avait répondu à Giscard alors que Mitterrand était en voyage à Cuba et n'avait pas eu le temps de prendre position. Marchais avait alors prétexté « le refus du pouvoir de discuter avec les travailleurs qui luttent pour sauvegarder leur niveau de vie ». Toutefois, le 23 août, de la même année, (deux mois plus tôt) il avait déclaré le contraire : « S'il m'invite à l'Élysée, j'ai l'intention d'exposer les revendications des travailleurs ».

L'UDF répond à Mitterrand

L'UDF (coalition giscardienne) annonçait le jour même où Mitterrand voyait Giscard, qu'elle allait proposer la participation de l'opposition parlementaire au bureau des six commissions permanentes de l'Assemblée nationale et la présidence de deux de ces commissions.

C'est la réponse claire à la demande de Mitterrand. Réponse formulée presque en même temps que Mitterrand formulait la question, ce qui laisse supposer que l'UDF était, directement ou indirectement, avertie de la proposition qu'allait faire le PS.

Jamais, encore l'opposition parlementaire n'avait participé aux bureaux des commissions (ni donc à la présidence) et donc encore moins à la présidence. Elle figurait seulement dans le bureau de l'Assemblée nationale.



Séguy et Maire sur les traces de Bergeron

Un récent sondage publié par l'hebdomadaire « l'Express » indiquait que pour 73 % des Français, la reconduction de la majorité laissait présager une période de conflit et de grèves. Cette opinion fut exprimée de façon ouverte dans les milieux capitalistes avant les élections, d'ailleurs les organisations patronales et notamment l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) se préparent à une telle éventualité.

Les patrons qui connaissent bien la situation économique ne fondent pas leurs inquiétudes sur du vent. En effet, le nombre des chômeurs n'a pas diminué, au contraire, malgré les trucages de chiffres, malgré les artifices.

Certains avancent le chiffre de 60 000 licenciements bloqués pour cause d'élections, comme ceux prévus chez Boussac dans l'Est par exemple. Les fameux stagiaires de Monsieur Barre, dont beaucoup n'ont pas vu la couleur d'un salaire, vont se trouver nombreux à être chômeurs en fin de stage, tandis que des centaines de milliers de jeunes s'apprentent à quitter l'école.

Pour compléter ce sombre tableau, le CNPF par la voix de Ceyrac, réclame des aides sélectives de l'État pour les entreprises en bonne santé (!) et la liquidation des canards boiteux, c'est-à-dire des entreprises appartenant à des secteurs où le taux de profit devient trop bas.

A cet accroissement prévisible du chômage, il faut ajouter la hausse des prix, elle aussi, en partie contenue pour cause d'élections, et dont l'appel du CNPF en faveur de la liberté des prix laisse prévoir l'aggravation.

Ainsi, les élections sont passées, la crise demeure et les capitalistes continueront de la faire payer aux travailleurs. Sans doute n'est-ce pas suffisant pour que des luttes d'ampleur se déclenchent contre l'exploitation capitaliste, c'est vrai. Mais justement, le principal frein, le principal outil de sabotage des luttes pendant des années vient d'en prendre un coup ! Le « vote bien ça vaut mieux » a perdu de sa crédibilité, au moins pour une paire d'années, et il sera malaisé à Séguy de prêcher l'arrêt des luttes au profit d'un Programme commun défunt. Au total, la ligne propagée par les chefs confédéraux de la CGT et de la CFDT qui a empêché, de 24 mai en 1er décembre, toute riposte efficace à l'application du plan Barre se trouve en difficulté. Pour les capitalistes et leur gouvernement, il est urgent de trouver un moyen d'étouffer les luttes. Ce moyen c'est la démagogie sociale baptisée concertation, participation ou encore politique contractuelle.

Ce n'est pas une politique nouvelle, mais jusqu'à présent, Giscard et ses prédecesseurs n'avaient obtenu que le concours de Bergeron et de la CFTC, ce qui était tout à fait insuffisant pour enfermer les travailleurs dans le carcan des contrats de progrès et des négociations permanentes.

Le fait nouveau, c'est que Maire et Séguy, dès à présent, cautionnent une telle politique et s'apprentent à tout faire pour engager les syndicats dans cette impasse.

Le journal patronal « Les Échos » se félicite des bonnes dispositions de ces messieurs et tout particulièrement de Maire il n'en dissimule rien : « Et qu'on le veuille ou non, la réussite de l'ouverture sociale sera jugée beaucoup plus sur le fait d'avoir décroché la signature de la CFDT qu'au contenu réel des accords ». (« Les Échos » 28 mars) cette signature devant entraîner celle de Séguy d'après l'auteur.

Collaboration de classes au nom du réalisme ou lutte contre l'exploitation et pour arracher des victoires immédiates aux capitalistes, la lutte entre ces deux lignes au sein du mouvement syndical va prendre un nouvel essor.

La Faucille est parue !

Passez

vos commandes

UN THEORICIEN DE LA COLLABORATION DE CLASSE

Mardi Delors était interviewé sur Europe I à propos de l'Ouverture sociale de Giscard.



Voilà un des visages de la concertation à la Delors, sur la photo les négociateurs de Grenelle en Mai 68

M. Jacques Delors est, sans conteste, un des meilleurs théoriciens de la collaboration de classe. Conseiller social du Premier ministre Chaban Delmas, il fut le « père » de la participation et de la politique contractuelle pratiquée par ce gouvernement d'après Mai 68. Depuis ce monsieur Delors a pris du service aux côtés d'Attali et Rocard parmi les conseillers de Mitterrand, autant dire que quand il parle de concertation et de démagogie sociale il connaît son sujet.

QUE DIT-IL ?

A la question de savoir quel prix devront payer le patronat et le gouvernement pour assurer la réussite de l'ouverture sociale, il répond sans ambage : « Il faut qu'il y ait quand même quelques biscuits au garde-manger pour lancer une nouvelle politique sociale et essayer de dégeler les rapports sociaux ».

Pourquoi les patrons négocieraient-ils puisque la majorité l'a emporté ? Là encore, la réponse est claire : il s'agit de désamorcer la lutte des travailleurs : « la peur est le commencement de la sagesse » dit-il. En clair la situation sociale

est grosse de conflits contre l'austérité et le chômage. C'est dangereux pour les capitalistes. Il convient donc de donner quelques biscuits aux travailleurs pour pouvoir continuer d'exploiter et de licencier en paix.

LE TAPIS VERT

Ces biscuits, on les négociera autour du tapis vert avec un maximum de publicité. Des tapis verts, il faut en installer partout : pas seulement pour des négociations au sommet : « Il faut que la politique contractuelle descende au niveau des branches et au niveau des entreprises ».

Quel meilleur moyen pour détourner les syndicalistes de la lutte que de les occuper dans des négociations interminables : « Pour l'instant, la section syndicale n'a pas de débouchés. Il faut lui donner des possibilités concrètes de négocier. Par exemple, le programme annuel d'amélioration des conditions de travail, le plan de formation ou la politique de l'emploi dans l'entreprise ».

Mais au fait, c'est bien ça le nouveau programme d'action proposé par le Bureau national de la CFDT. Delors serait-il, aussi, conseiller social d'Edmond Maire ?

Menaces de licenciement aux ateliers de Haute-Garonne

Les ateliers de Haute-Garonne regroupent quatre-vingt-six travailleurs et sont divisés en deux secteurs : un secteur mécanique et un secteur rivets et frappe. C'est une usine de sous-traitance pour l'aviation. Le patron s'appelle Auriol.

En mai 1976, une grève avait eu lieu pendant trois semaines contre les déqualifications. Les travailleurs avaient obtenu le rétablissement de leur échelon. Trois mois plus tard, Auriol profitait des congés pour liquider tout un secteur de son usine. Cela provoqua le licenciement de vingt-deux travailleurs syndicalistes (20 à la CGT et 2 à la CFDT).

Le coup est dur pour les travailleurs qui voient partir leurs camarades de travail. Depuis 10 ans, Auriol a licencié plus de 150 travailleurs. Sa réputation de patron de choc n'est plus à faire. Aujourd'hui, il veut fermer le secteur mécanique,

ce qui provoquait le licenciement de trente-et-un ouvriers professionnels polyvalents.

Il veut néanmoins garder un réseau de 15 artisans c'est-à-dire une sous-traitance, ce qui constitue en soi une manœuvre manipulatoire.

En fait, il cherche à diviser les ouvriers du secteur mécanique entre eux et à les isoler des autres travailleurs. Un de ses objectifs est de liquider toute forme de contestation, toute forme de résistance des travailleurs dans sa boîte.

Pour cela, il multiplie les provocations individuelles et la répression antisyndicale. Le contrat dans ces petites entreprises est difficile surtout là où le patron fait subir une dure répression aux travailleurs mais cela ne peut qu'encourager l'esprit de résistance.

Correspondant HR Toulouse



Le secteur hospitalier en lutte



Comme en 1976, pour la satisfaction des revendications, cette fois-ci contre les licenciements arbitraires, une seule solution : la grève.

• Institut Gustave Roussy — Villejuif

Nous exigeons la suppression des sanctions

Le mercredi 15 mars, le directeur de l'IGR, Cachin (neveu de Marcel Cachin, sympathisant PCF, licencie quatre travailleurs sous prétexte de faute grave : ils auraient laissé leur service sans surveillance la nuit précédente.

Les faits sont tout autre. Les quatre personnes incriminées participaient à une réunion syndicale CFDT avec l'équipe II de nuit (heure légale prise sur le temps de travail). Les surveillantes étaient prévenues, ils se réunissaient près d'un téléphone et leur service restait sous la surveillance de trois personnes.

Les travailleurs ainsi renvoyés ont tous plus de douze ans d'ancienneté (sauf un) et leur licenciement semble faire partie d'un coup monté contre une équipe jugée trop combative.

Au bout d'une semaine, après « enquête » (!) des directions syndicales, l'intersyndicale (CGT-CFDT-FO) sort un tract et convoque

une assemblée générale le lendemain.

Le jeudi 23, le personnel de l'IGR se rend nombreux à cette assemblée, les délégués rappellent les faits... et ne proposent rien quant à l'action à mener pour s'opposer aux licenciements. Le lendemain, nouvelle assemblée à 13 h, toujours aussi nombreuse (plus de 200 personnes)... et les présents commencent à parler de grève — mot qui ne plait pas beaucoup aux directions syndicales — alors, la CGT propose... une pétition ! L'assemblée réplique en proposant la grève pour le mardi matin afin de créer un rapport de force favorable face au directeur (entrevue prévue à 10 h) : la proposition est mise aux voix et obtient une écrasante majorité : tout le monde est pour... sauf les délégués CGT-CFDT-FO ! A noter que la cellule PCF de l'hôpital est inexistante dans cette lutte (elle a seulement proposé un tract ne réclamant que des créations de postes).

Pour reprendre les choses en main, les délégués décident de rédiger la pétition.

A 16 h, nouvelle assemblée générale, mais à la veille du week-end de Pâques, beaucoup sont partis. La pétition faite par l'intersyndicale demande la levée des sanctions, la création d'une commission d'enquête et pose un préavis de grève pour le mercredi 29, c'est-à-dire le lendemain de l'entrevue syndicats-patron.

Lorsqu'on fait remarquer que tout le monde était pour la grève mardi, le délégué CGT fait valoir que mardi c'est trop tôt pour préparer la grève, et que mercredi, ça laisse du temps devant soi...

Après enquête, des malades, des travailleurs comme nous, (et parfois même le personnel hospitalier) se sentent tout à fait solidaires de notre lutte et s'étonnent que nous ne soyons pas en grève. Un malade a même écrit à Cachin pour démentir les accusa-

tions portées contre les licenciés.

Actuellement, les choses sont donc claires, l'ensemble du personnel est décidé à se battre pour la réintégration et se heurte d'une part à la mollesse, pour ne pas dire la trahison, des directions syndicales qui cherchent à diviser les travailleurs, et d'autre part aux manœuvres de division du patron qui transforme un licenciement en avertissement et un autre en déplacement de service, essayant ainsi d'affaiblir la combativité des travailleurs, ces sanctions ne se justifient pas plus que des licenciements.

Malgré les fausses accusations de Cachin, malgré les tentatives de division des directions syndicales, le personnel est très combatif, son unité se renforce pour obtenir une victoire sur la direction par la suppression de toutes les sanctions (avertissement, déplacement et licenciements).

Un travailleur syndiqué de l'IGR

• Brest CHR

5e semaine de grève administrative

Suite à la semaine d'action nationale du 16 au 22 février, les travailleurs de la Santé à Brest ont décidé de continuer l'action pour obtenir la prime dite des « 13 h supplémentaires pour tous », ainsi que la « demi-heure de repas intégrée dans le temps de travail pour tous ».

La forme de lutte choisie a été la grève administrative, c'est-à-dire le blocage de la facturation des examens (sanguins, radiologiques, etc.) faite aux hospitalisés.

Le blocage se fait par la récupération à tous les niveaux (services soignants, laboratoires, bureaux des entrées et de la facturation), des talons des bons d'examen sur lesquels n'a pas été inscrit ou a été barré le numéro d'entrée du malade.

Les talons ne revenant pas, la facturation ne peut se faire, d'où perte d'argent pour l'hôpital.

Cette grève administrative est accompagnée de débrayages qui, de quotidiens, passent à deux par semaine à partir d'aujourd'hui dans les trois hôpitaux dépendant du CHR.

A chaque débrayage, le point est fait sur le nombre de talons récupérés (40 000 à la fin de la 4e semaine de grève), les tâches à répartir (affichages, tracts, communiqués de presse à rédiger, mobilisation dans les services, etc.), l'action à envisager contre tous les cas de répression individuelle ou collective qui viennent d'avoir lieu. Ainsi, tous les travailleurs présents au débrayage vont voir le médecin ou le cadre administratif qui aura empêché ses employés de mener l'action.

La riposte de masse calme généralement ces auxiliaires zélés de l'administration.

La répression est très importante soit dans certains services, soit au niveau général :

— Notes de service se succédant les unes aux autres, la dernière menaçant les travailleurs de l'article 173 du Code pénal (10 à 20 ans de réclusion criminelle pour détournement de pièces administratives).

— Essais du directeur de diviser les délégués syndicaux et de les discréditer vis-à-vis des travailleurs.

— Menaces sur le report du paiement de la prime annuelle et du salaire.

— Pression de la direction sur le corps médical.

Mais les travailleurs de Brest savent qu'ils ne sont pas seuls dans la lutte et que de nombreux hôpitaux en France et en Bretagne (Brest, Quimper, Morlaix, Lorient, Vannes) se battent aussi pour les 13 h pour tous.

Le jeudi 16 mars, près d'un millier d'hospitaliers du Finistère ont manifesté à Quimper devant la préfecture. Cette manifestation très combative montre la grande détermination d'obtenir les 13 h pour tous.

Nous ne resterons pas sur l'échec de la grève de la radiologie de l'été dernier et lutterons jusqu'au bout pour la satisfaction de nos justes revendications.

Conjointement, les travailleurs de l'hôpital se mobilisent dans le comité anti-marée noire qui informe et organise la lutte à Brest et dans le département contre le gâchis capitaliste de l'Amoco Cadiz.

Correspondant HR

Grève dans les écoles normales

• Dans le Nord

Nationalement cette grève a été décidée pour mercredi et jeudi derniers. Dans le département du Nord, à l'école normale des filles, la grève est engagée depuis mardi dernier. Auparavant les 20 et 21 mars, une grève avait eu lieu pour la banalisation (pouvoir discuter de la formation durant les heures de cours). La banalisation a été obtenue mercredi à l'école normale de filles. Par contre elle ne l'a pas été à l'école normale de garçons.

Le mouvement fait partie d'une grève nationale axée sur une plateforme demandant l'abrogation de la circulaire Degout (2 échecs au CAP entraînent l'exclusion). La plateforme porte sur le CFEN (examen terminal) et sur le refus de la sélection. D'autre part, elle demande la création de postes budgétaires et de postes fixes.

Localement dans le Nord, les élèves remettent en cause la formation de l'école normale.

Le SGEN-CFDT soutient le mouvement.

Une manifestation régionale a eu lieu à Lille, le jeudi 30 mars.

• Aix en Provence

Depuis plus de 21 jours, les normaliens et normaliennes d'Aix-en-Provence sont en grève, ils luttent pour :

— La titularisation immédiate et sans conditions de tous les non-titulaires.

— Une formation réelle adaptée à leurs besoins.

— Des postes pour tous correspondant à la formation.

— L'abrogation des circulaires autorisant la radiation des normaliens.

— La création de postes budgétaires dans le département garantissant l'emploi pour tous les normaliens sortants, suppléants et remplaçants (il n'y a que huit postes créés pour 1978-1979).

— Que le certificat de fin d'études normales ne soit pas un concours, mais bien un certificat.

Depuis plus de trois semaines, la grève est reconduite quotidiennement en assemblée générale. Les normaliens s'organisent.

Au début de la grève, ils ont organisé une journée portes-ouvertes et le 28 mars, un meeting. Plusieurs centaines d'Aixois y sont venus pour apporter leur soutien, ainsi que les syndicats et organisations politiques. Au cours du meeting, trois forums ont eu lieu : les femmes et l'enseignement ; les luttes à l'école ; la formation.

Ces forums furent enrichis par les témoignages de nombreux instituteurs et syndicalistes. La lutte continue, ils appellent la population à manifester à leur côté le jeudi 30 mars à Aix.

Correspondant HR Aix

Diwan : Pour l'école du breton

« Diwan » est une association selon la loi de 1901, dont le but essentiel est de donner aux enfants une éducation complète, en breton et en français. Les écoles de « Diwan » sont gratuites afin que tous les parents qui le désirent puissent y envoyer les enfants. « Diwan » est un service d'utilité publique. Enfin, « Diwan » se situe en dehors de toute organisation politique ou confessionnelle.

Après plus d'un siècle de pétitions, de revendications diverses, la place de la langue bretonne demeure négligeable dans l'enseignement. Or, et le paradoxe n'est qu'apparent, si l'usage du breton continue à décliner, le courant d'opinion en faveur de la langue n'a jamais été aussi fort. Des parents de plus en plus nombreux désirent que leurs enfants sachent le breton. Pour cela, il faut des écoles où la langue bretonne ne soit pas simplement une matière parmi d'autres, mais un véhicule d'enseignement. Ceci, afin de permettre aux enfants, non pas d'avoir une vague « teinture » en breton, mais une connaissance pratique, courante et naturelle de la langue.

POURQUOI DES MATERNELLES UNIQUEMENT EN BRETON ?

A l'heure actuelle, le français est partout en Bre-

tagne. Il est d'usage pratiquement exclusif dans l'enseignement, les mass-média (radio, télévision, journaux, etc.) et le rôle social du breton se réduit de plus en plus.

Les jeunes générations en particulier sont de plus en plus débretonnées quant à la langue. Si nous avons décidé d'ouvrir des écoles maternelles en breton, et non pas des écoles bilingues, c'est que nous tenons compte des rapports de force entre les deux langues.

Il faut donner à la langue bretonne une chance supplémentaire. Les enfants de « Diwan » connaissent le français aussi bien que les autres enfants de leur âge : le milieu s'en charge. De nombreuses expériences l'ont prouvé dans d'autres pays, pour des langues en situation similaire : des écoles maternelles bilingues ne parviendraient aucunement à faire sérieusement acquérir par les enfants une langue

dominée, en l'occurrence le breton.

VOUS BORNerez-VOUS A DES ÉCOLES MATERNELLES ?

Certes, non ! Les écoles maternelles ne sont qu'un début : a-t-on réellement acquis une langue à six ans ? Ce que nous voulons faire suppose évidemment des écoles primaires bilingues. Mais tout est à faire, et nous travaillons déjà en ce sens.

COMMENT SE CONSTITUE UNE ÉCOLE DE « DIWAN » ?

En partant de la base, c'est-à-dire à l'initiative des parents qui le désirent : ils peuvent créer une école à partir d'un effectif de quatre enfants. Il leur suffit de se regrouper, de se concerter, de rechercher l'enseignant, les locaux, le matériel pédagogique. Dès l'ouverture effective de l'école, le groupe des parents qui y envoient leurs enfants fait partie de l'association.

COMMENT SONT GÉRÉES LES ÉCOLES ?

Ce sont généralement les parents qui se chargent de rassembler, dans la mesure



A Lampaul-Ploudalmézeau des enfants sur le chemin de l'école « Diwan ».

du possible, les fonds nécessaires au fonctionnement de l'école, qui est gratuite, et « publique ». Ils la gèrent eux-mêmes. Outre le financement il leur revient d'organiser les conditions pratiques du ramassage scolaire, de la cantine, etc. et de permettre l'application de la pédagogie choisie en accord avec l'éducateur.

QUELLE PÉDAGOGIE ?

La pédagogie de « Diwan » vise à l'épanouissement des enfants et met l'accent sur divers modes d'expression (orale, corporelle, manuelle, musicale...). Elle constitue également un préliminaire

aux acquisitions de l'écriture et de la lecture, et en ceci, se différencie peu des autres sections maternelles. Il s'agit d'une pédagogie ouverte sur le monde, baignant dans le milieu bretonnant, et par là, étroitement rattachée à la culture d'une communauté humaine vivante.

COMBIEN L'ASSOCIATION A-T-ELLE D'ÉCOLES ?

Pour le moment, trois écoles fonctionnent. A Lampaul-Ploudalmézeau, Quimper, et Plounéour-Menez, groupant les deux premières huit enfants chacune, la

troisième, quatorze enfants. D'autres, projets sont en cours de réalisation ailleurs, mais tout dépendra évidemment de nos possibilités financières. D'autre part, nous tenons expressément à ce qu'aucune classe ne dépasse quinze enfants, car au-delà, des méthodes pédagogiques sérieuses sont difficilement applicables.

Au point de vue financier, Diwan pour le moment ne vit que de dons. Des demandes de subventions sont en cours mais ne sauraient aboutir avant quelques mois.

Pour envoyer vos dons adressez-les à : René L'Hostis Ker Avel, Lampaul - 29262 Ploudal-Mezeau.

Télévision

Lundi 3 avril : TF1-18H25
Tous les soirs (1 semaine sur 2)

« 1, rue Sésame »

« 1, rue Sésame ». Il s'agit d'une production franco-américaine inspirée par l'émission américaine de télé-éducation : « Sesame Street ». Dès sa sortie, sur le marché, elle fut célébrée comme le prototype de la « télévision internationale », et en 1971 le « Courrier de l'UNESCO » s'est joint à ce concert de louanges. « Sesame Street » a été traduite déjà en au moins six langues, et on adapte « le produit » aux besoins nationaux. Tous les pays d'Amérique latine l'ont achetée sauf le Pérou. En Europe, seule l'Angleterre s'est opposée à l'achat de « cette sorte de nouveau modèle pédagogique ».

La version française de ce « feuilleton » pédagogique comporte 208 épisodes, à raison de cinq par semaine et une semaine sur deux, c'est parti pour environ deux ans. Ces 208 séquences françaises sont jouées par des comédiens français, mais écrites en fonction des objectifs pédagogiques déterminés par les psychologues et les sondages américains. S'y intercalaient 1 000 séquences de marionnettes, de dessins animés, de documentaires made in USA.

Cette nouvelle série va passer à une heure de grande écoute pour les jeunes, et cela mérite que nous lui prêtions une grande attention. Nous allons nous efforcer de la suivre et nous en reparlerons. Que ceux qui ont des enfants et qui se trouvent chez eux à cette heure la regardent et en discutent avec eux, et qu'ils nous envoient leurs réactions et celles de leurs enfants.

Mardi 4 avril A2-20H35

Dans les hôpitaux

Film : « Service des urgences ». Dans un hôpital américain où le service des urgences fonctionne dans des conditions déplorables, on manque de matériel et de médicaments. Le personnel n'a pas la compétence souhaitable. Un comité d'action présente des revendications...

Débat : « L'hôpital » avec la participation du directeur général de la Santé au ministère de la Santé, d'un chef de service de l'hôpital de la Pitié, d'un chef de clinique dans un service de réanimation. Les représentants du personnel hospitalier et des usagers n'ont pas encore donné leur accord pour participer à ce débat.

Dimanche 2 avril A2-21H40

« Chili impressions »

« Les pompiers de Santiago ». C'est la première d'une série de quatre émissions de José Maria Berzosa. Il n'est pas facile de tourner au Chili même en y passant trois mois. Il est aussi difficile de tout dire, même en quatre émissions de plus d'une heure chacune. Ces émissions sont extrêmement intéressantes, car elles nous permettent de voir et d'entendre des Chiliens de tous milieux et de toutes opinions, du plus humble paysan aux principaux dirigeants du régime. Le témoignage de tous ceux qui ont perdu un des leurs vient y contredire les propos de Pinochet mis en exergue de cette émission : « Il n'y a pas de prisonniers politiques au Chili ».

Malgré tous les problèmes que l'on imagine aisément, José Maria Berzosa a réussi à décrire en quelques séquences le climat de la société chilienne d'aujourd'hui et son idéologie. Ne manquez pas ces quatre émissions où la réalité du Chili de Pinochet se révèle toute nue.

Beauvais

Appel à un meeting - Vendredi 31 - 20 h 30 - Mairie de Voisinlieu - Beauvais.

« SUIVONS L'EXEMPLE DE LA COMMUNE DE PARIS »

A l'appel du Comité local de l'UOPDP de Beauvais. Soutenu par l'Humanité rouge.

Semaine

« Cinéma et immigration »

Du 1er au 8 avril 1978 à la maison des Amandiers
110, rue des Amandiers
75020 - Paris (tél : 797-19-59)

Sous l'égide de l'Association de solidarité franco-arabe, une semaine est organisée sur le thème « Cinéma et immigration » à la Maison des amandiers, dans le 20^e arrondissement. Les séances seront suivies de débats, soit avec le réalisateur, soit avec un critique.

Participation aux frais 7 F - Abonnement : 10 séances : 50 F ; 5 séances : 30 F.

PROGRAMME

- Samedi 1er avril à 20 h 30 : « Quitter Thionville » de Mohamed Alkama.
- Dimanche 2 avril à 15 h 30 : « A cloche-pied sur les frontières » de Mohand Ben Salama et Monique Martineau.
- Dimanche 2 avril à 20 h 30 : « Ali au pays des merveilles » de Djouhra Abouda et Alain Bonnamy.
- Lundi 3 avril à 20 h 30 : « L'autre France » de Ali Ghalem.
- Mardi 4 avril à 20 h 30 : « France-mère patrie » de Guy Barbero.
- Mercredi 5 avril à 20 h 30 : « Voyage en capital » de Ali Akika et Anne-Marie Autissier.
- Jeu 6 avril à 20 h 30 : « Les bicots nègres, vos voisins » de Med Hondo.
- Vendredi 7 avril à 20 h 30 : « Safrana ou le droit à la parole » de Sidney Sokhona.
- Samedi 8 avril : 14 h à 18 h : Colloque « Cinéma et immigration ».
- Samedi 8 avril à 15 h 30 : « Elise ou la vraie vie » de Michel Drach.
- Samedi 8 avril à 20 h 30 : « Les ambassadeurs » de Naceur Khtari.

Tous renseignements à l'Association de solidarité Franco-arabe : 12 et 14, rue Augereau, 75007 Paris tél : 555 27 52, et 705 81 45 - CCP 3658214 Paris.



La négligence criminelle était prévue !

Le gouvernement n'ignorait rien des dangers provoqués par l'échouage des superpétroliers et de son impuissance totale à lutter contre la pollution pétrolière. En effet, un rapport sur ces problèmes a été diffusé dans les administrations centrales dès le mois de janvier dernier. Il est le résultat de travaux d'un groupe de trente-six fonctionnaires des ministères de l'Intérieur, de l'Équipement, de la Défense, de l'Industrie et de l'Environnement. Commencé en juillet 1977, ce rapport était terminé en décembre.

L'INEFFICACITÉ DU POMPAGE

Ce rapport de soixante-dix pages est accablant pour le pouvoir. Il indique, en premier lieu que le pompage du pétrole sur un tanker en difficulté est impossible par gros temps. Or, si des accidents arrivent sur mer, cela est souvent dû à la tempête et donc il est nécessaire d'envisager la lutte contre les marées noires par gros temps.

La France, ensuite, ne possède aucun matériel adéquat pouvant effectuer ce pompage. Ainsi donc, quand à la télévision et à la radio, comme dans la presse, on nous rebattait les oreilles avec la solution pompage, ce n'était que du bluff et de l'intoxication puisque nous n'avions pas nous-mêmes les moyens d'un tel pompage et qu'il était difficile d'utiliser un éventuel matériel étranger puisque le temps était mauvais.

LES BARRAGES GONFLABLES

Le rapport indique aussi que les barrages flottants (qui ont été utilisés notamment dans les Abers) sont inefficaces dès que le courant dépasse une vitesse d'un nœud marin (1 807 m à l'heure) et que les vagues ont une hauteur supérieure à 1,50 m. D'autre part,

la France n'en possède que pour la « protection » de 21



Les principaux accidents pétroliers entre 1967 et 1978. Les zones les plus touchées Manche et Côte-Est des USA.

kilomètres de côtes. Aucun point d'ancrage de ces barrages n'est prévu sur les côtes, à l'entrée des baies ou des Abers en Bretagne, ce qui réduit donc presque à néant leur peu d'efficacité.

UN NAVIRE ANTIPOLLUTION EFFICACE OUI... MAIS PAS RENTABLE

La possibilité d'un navire dépollueur de haute mer a été rejetée par le rapport en raison non pas de son efficacité, mais de son coût

de construction (trente millions) et de sa non-rentabilité.

Il faudrait sans doute davantage de marées noires pour qu'il le soit. Le profit est ici le critère, et non pas l'utilité d'un tel bateau.

Or, nous savons que les plans d'un tel navire ont été faits, qu'il a été testé (à partir d'une maquette certainement) et qu'il s'est révélé être un moyen efficace de lutte contre la pollution pétrolière. Les études ont été faites à Rouen aux

chantiers naval Dubigeon. soient assez massivement utilisés par les marines française et anglaise.

Faut-il nettoyer les côtes avec des décapants ? Le rapport juge que cela est risqué et « éminemment discutable ». Il vaudrait mieux finalement laver les côtes au jet d'eau.

Le rapport dresse un constat de carence sur le simple matériel composé de sacs en plastiques, de vêtements. Quant aux navires-citernes, ils sont très difficiles à trouver en France. Enfin, il est très difficile,

dans la situation actuelle, de suivre la dérive des nappes de pétrole sous l'effet des vents et des courants, sauf si le temps est beau.

LES PRODUITS CHIMIQUES SONT PLUS NOCIFES QU'EFFICACES

Ainsi, ce rapport dresse un constat de totale négligence de la part des pouvoirs publics en ce qui concerne les marées noires. Or, depuis onze ans, depuis le Torrey-Canyon, l'urgence de mesures pour lutter n'est plus à prouver. La négligence criminelle du pouvoir tient à une seule raison. La lutte contre la pollution n'est pas rentable.

Les produits chimiques tels que les dispersants : BP-100, Finasol et... Shell-LT (produits par les trusts pétroliers comme on le voit) et actuellement utilisés, ne sont que provisoirement autorisés et (en principe) avec d'extrêmes réserves, leur non-toxicité et leur efficacité restant à prouver. Il semble qu'actuellement, ils

Le nettoyage des côtes bretonnes et l'élimination du pétrole est une nécessité urgente qui exige beaucoup de monde et des moyens importants. Actuellement, dans tout le pays se développe un mouvement de solidarité afin d'aider les victimes de la pollution. Par exemple, les volontaires nombreux arrivent en Bretagne pour prêter main forte au nettoyage des côtes. De toutes parts des dons affluent pour contribuer à la lutte contre la pollution. Cela est très positif et témoigne de la solidarité des travailleurs, solidarité qui n'est pas un vain mot. Les habitants de la côte (marins-pêcheurs, goémoniers, paysans, lycéens et étudiants) sont à pied d'œuvre depuis le début, ceux qui possèdent du matériel l'utilisent sans restriction. Des milliers de soldats luttent également contre la pollution.

Nettoyage de la côte

Les volontaires doivent être indemnisés !

Les pollueurs doivent payer !

Le nettoyage des côtes bretonnes et l'élimination du pétrole est une nécessité urgente qui exige beaucoup de monde et des moyens importants.

Actuellement, dans tout le pays se développe un mouvement de solidarité afin d'aider les victimes de la pollution. Par exemple, les volontaires nombreux arrivent en Bretagne pour prêter main forte au nettoyage des côtes. De toutes parts des dons affluent pour contribuer à la lutte contre la pollution. Cela est très positif et témoigne de la solidarité des travailleurs, solidarité qui n'est pas un vain mot. Les habitants de la côte (marins-pêcheurs, goémoniers, paysans, lycéens et étudiants) sont à pied d'œuvre depuis le début, ceux qui possèdent du matériel l'utilisent sans restriction. Des milliers de soldats luttent également contre la pollution.

Cependant, le gouvernement utilise ce mouvement de solidarité et le fait que sur place beaucoup de gens se mêlent spontanément au travail, pour faire supporter aux volontaires et à l'ensemble de la population les frais de la pollution. Tel est le sens des opérations d'Antenne 2 et d'Europe 1 destinées à susciter le maximum de dons pour le sauvetage de la Bretagne. Sous le prétexte de solidarité nationale, l'État veut tenter d'éviter que les pollueurs, les responsables de la pollution ne paient.

S'il est nécessaire de faire appel à des volontaires, il est non moins impératif qu'ils soient indemnisés pour leur travail. Dans certains villages, des paysans ont été réquisitionnés par les services de l'Équipement. Ils veulent bien travailler mais pas à n'importe quel prix. L'un d'entre eux, de « Paysans-Travailleurs » a déclaré au journal « Libération » : « On veut bien participer au nettoyage pour rendre les plages propres... Mais le plan Polmar prévoit de ne nous donner que 250 F par jour de dédommagement, ce qui est complètement dérisoire par rapport au travail que nous fournissons et aux risques graves que nous faisons courir à notre matériel. Nous avons appris que les propriétaires de camions-citernes touchaient sans doute plus de 1 500 F par jour ».

Le nettoyage des plages doit être payé non pas par les volontaires mais par l'État et les pollueurs. Les volontaires, tous ceux qui travaillent contre la pollution doivent être indemnisés selon leur travail. Ceux qui utilisent ou prêtent du matériel doivent être indemnisés également. Les volontaires venus de l'étranger doivent être nourris et leur logement assuré et payé. Leur travail doit être indemnisé. Il en est de même pour les soldats.

Les capitalistes qui sont mis à contribution dans cette opération seront eux, indemnisés : c'est le cas de Bouygues, gros entrepreneur de travaux publics, qui se fait payer le prêt de matériel de chantier, c'est le cas des transporteurs qui seront payés pour acheminer le matériel vers la Bretagne. L'armée sera sûrement dédommée pour ses dépenses de carburants et de matériel. Le soldat, lui, recevra quoi ?

Alors pourquoi eux, et pas les paysans, les marins-pêcheurs, les soldats ? Nous devons exiger que tous ceux qui luttent contre la pollution soient payés pour cela, pour que le nettoyage ne soit pas encore une fois supporté par le peuple, mais pour que les pollueurs et la bourgeoisie paient.

Les consignes du gouvernement « Il faut frôler les côtes ! »

« La Lettre de l'expansion » vient de porter au grand jour un texte d'une filiale française de l'un des monopoles internationaux du pétrole. Ce texte met en cause le gouvernement français qui a délibérément choisi de sacrifier le littoral et la mer pour permettre aux sociétés pétrolières et aux capitalistes français de faire des économies d'énergie.

Nous citons : « Éloignez les routes pétrolières des côtes serait une bonne mesure préventive. Mais elle se heurte à d'autres consignes de nombreux États, et notamment l'État français, consignes relatives aux économies d'énergie. Pour limiter la consommation de combustible des supertankers, les commandants de navires doivent se plier, depuis 1974, aux deux impératifs suivants :

1 - Réduire leur vitesse de croisière au niveau où la consommation horaire par mille parcouru est la plus faible ;

2 - Réduire systématiquement les distances en empruntant les trajets les plus courts, ce qui conduit à frôler les côtes ».

Telles sont donc les consignes que les gouvernements et le gouvernement français ont données aux navires. Ces consignes témoignent du mépris des populations côtières et de l'environnement de la part de ceux qui nous gouvernent. Le profit est roi et donc la bourgeoisie lui sacrifie dans ce cas, la mer, les côtes, le travail de milliers de personnes.



Le nettoyage des plages doit être payé par l'État et les pollueurs..., en Bretagne la colère gronde, ici une partie de la manifestation de Brest lundi dernier, qui a regroupé 25 000 personnes.

- La droite reste
- La gauche... la faillite

Appel du CG du PCMLF

L'issue est ailleurs

Suite de la page 1

Cette situation révèle au grand jour ce que le Parti communiste marxiste-léniniste de France affirme depuis plusieurs années. Dès la signature du Programme commun en 1972, il dénonçait le caractère purement électoraliste et appelait les travailleurs à ne rien attendre, à ne compter que sur leurs luttes.

Au cours de la récente campagne électorale, les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, soutenue par le PCMLF et le PCMLF, ont réaffirmé clairement que la véritable issue est ailleurs. Elle est dans l'unité de lutte des ouvriers, des petits paysans, de toutes les couches du peuple pour s'organiser indépendamment des partis bourgeois et préparer les changements réels conformes à leurs intérêts.

Aujourd'hui, les forces qui travaillent en ce sens sont encore modestes. Mais elles ne sont pas isolées.

Déjà la méfiance de nombreux travailleurs à l'égard des fausses solutions des politiciens de gauche s'est exprimée diversement à travers le vote pour l'extrême-gauche au premier tour, à travers les courants écologistes, femmes qui ont clairement refusé la droite comme la fausse gauche, à travers une partie des abstentions et des bulletins blancs ou nuls.

Ce courant anticapitaliste, rejetant également les politiciens bourgeois de droite et de gauche, comprend aussi de nombreux jeunes et les travailleurs immigrés, privés du droit de vote, qui constituent 20% de la classe ouvrière de notre pays. Ils se retrouvent au coude à coude avec leurs frères de classe français dans les luttes qui se développent dans les usines, les chantiers, les foyers.

Des millions de travailleurs aussi n'ont voté pour la gauche qu'avec la volonté de chasser la droite du pouvoir. Cette volonté reste entière aujourd'hui. C'est ce courant qui représente l'avenir. C'est lui qu'il faut unir, renforcer, organiser.

Pour cela, le PCMLF appelle les ouvriers, les petits paysans et tous les travailleurs à ne pas désespérer, à compter sur leurs propres forces, à prendre conscience qu'il existe une autre stratégie que celle proposée par les dirigeants du PCF et du PS.

Il les appelle à rejoindre ses rangs pour développer le parti prolétarien, indépendant de toutes les forces bourgeoises, nécessaire pour imposer la satisfaction des revendications politiques, économiques et sociales immédiates et préparer la révolution socialiste.

C'est dans ce sens que se développent les efforts entrepris par le PCMLF et le PCMLF pour aboutir rapidement à un parti marxiste-léniniste unique.

Dans les syndicats doivent s'unir tous les travailleurs qui rejettent l'utilisation qu'ont faite Maire et Ségué de leurs responsabilités pour peser dans les marchandages du PS et du PCF. L'indépendance des syndicats à l'égard de tous les partis bourgeois est indispensable pour en faire des moyens de lutte de classe authentique, exclusivement au service des intérêts des travailleurs.

Aux fausses alliances de tous les salariés, de l'OS au PDG, à la fausse union du monde paysan, il faut opposer l'unité des ouvriers, des employés, des petits et moyens paysans.

Marchais et Mitterrand, Ségué et Maire, rencontrent Giscard. En dépit de leurs déclarations démagogiques hostiles à la droite, ces rencontres traduisent leur désir de collaboration de classe avec les représentants politiques les plus officiels de la bourgeoisie.

Tout leur est bon pour décourager les travailleurs de lutter. Hier, il fallait leur faire confiance pour les élections, aujourd'hui, il faut leur faire confiance pour les négociations !

Pourtant l'ouverture sociale promise par la droite, on la connaît déjà : les bas salaires, l'aggravation du chômage, les licenciements, les mesures et crimes racistes, l'élimination des petits paysans. Les travailleurs ne doivent compter que sur leurs luttes, que sur eux-mêmes.

Déjà les promesses démagogiques des politiciens de droite ou de gauche n'ont pu empêcher de nombreuses luttes de se poursuivre pendant la campagne électorale.

C'est au sein des luttes quotidiennes, dans les entreprises, les campagnes, les quartiers populaires que se forge cette indépendance de classe contre les solutions de la bourgeoisie de droite et de gauche, que grandit la force révolutionnaire capable d'en finir un jour avec l'exploitation capitaliste.

29 mars 1978

Frontière sino-soviétique

Brejnev répond par des menaces aux propositions d'accord concret du gouvernement chinois

Il y a quelques semaines, le gouvernement de la République populaire de Chine avait renouvelé ses propositions d'accords concrets et « non de phrases creuses ».

Le gouvernement chinois répondait ainsi à la proposition soviétique de « déclaration commune » en demandant que l'URSS commence par retirer ses forces en Sibérie et à la

frontière sino-mongole, composées d'un million d'hommes et de quantité de matériel de guerre offensif.

Brejnev et le ministre de la Défense soviétique font la sourde oreille à ces propositions et inspectent ensemble les troupes soviétiques en Sibérie.

Cette visite intervient également au moment où les Soviétiques font pression sur le Japon pour que son gouvernement refuse la signature avec la Chine d'un traité d'amitié qui contient une clause « antihégémonique ».

Brejnev et son maréchal comptent inspecter les travaux de construction de la

voie ferrée stratégique entre le lac Baïkal et le Pacifique, voie parallèle au Transsibérien, mais se situant beaucoup plus au Nord. Or, on sait que la construction d'une telle voie ferrée a pour but de renforcer la capacité logistique de l'armée soviétique en cas d'attaque au Sud de cette dernière.

Pendant que Brejnev inspecte ses troupes d'agression, les Moscovites, comme le remarquent les correspondants d'agences, n'ont plus de viande depuis plusieurs jours. Il est vrai que toutes les réserves ont été expédiées en Sibérie pour le voyage de Brejnev.

« Les effectifs cruellement insuffisants »



Chirac tenait mercredi une conférence de presse à l'Hôtel de Ville. « Des flics, encore des flics ». Voilà l'essentiel de son propos. La veille, avec Giscard, il avait parlé de répression : « J'ai souligné et appelé son attention sur ma préoccupation à propos de la sécurité sur les personnes et les biens ». Il a ajouté : « Nous veillerons au Parlement pour que le prochain budget contienne

des dispositions suffisantes sur les conditions financières et d'effectifs d'emploi de la police et nous ferons le maximum de pression sur le gouvernement pour y parvenir ».

Ensuite Chirac a fait l'éloge du préfet de police et de la police municipale parisienne dont « les effectifs sont cruellement insuffisants (12 000 personnes) ».

A l'appel du Collectif national pour la Palestine

Conférence de presse sur le Sud-Liban

Mercredi, a eu lieu au siège de la Ligue arabe à

Paris une conférence de presse tenue par plusieurs organisations anti-impérialistes et à l'appel du Collectif national pour la Palestine.

Au nom du Collectif national, Albert Paul Lantin a exposé des informations sur la situation au Sud-Liban mettant en avant plusieurs points principaux.

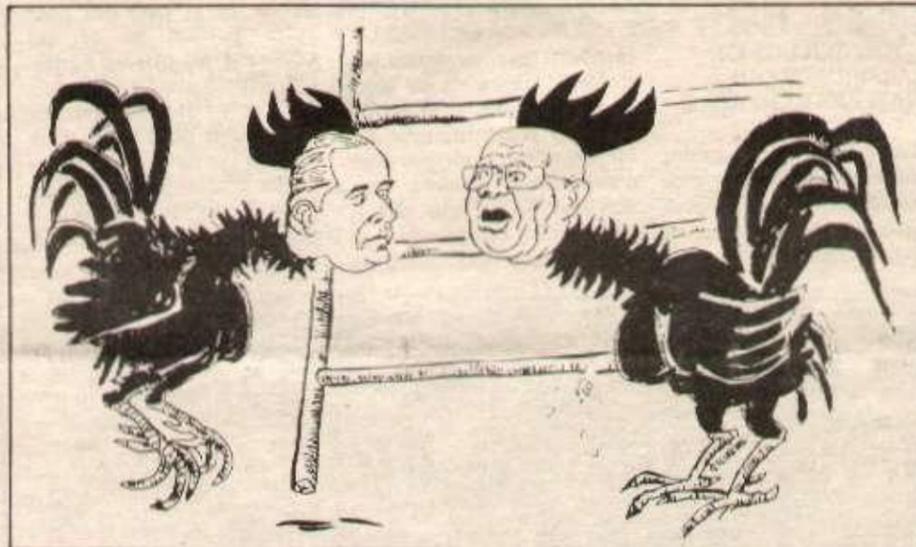
La revendication territoriale sioniste sur le Sud-Liban ne date pas d'aujourd'hui. C'est en fait un très vieux projet israélien. L'agression contre le Sud-Liban avait d'ailleurs failli avoir lieu en décembre 1977. Il semble que ce soit sous la pression des Américains qu'Israël a provisoirement reculé. Il apparaît donc clairement que l'affaire de l'autocar d'Haïffa n'a été en réalité qu'un prétexte habituellement exploité pour justifier une opération préparée de longue date.

Le but recherché par cette agression est de vider toute la région de sa population tant palestinienne que libanaise. Pour cela, l'armée israélienne a largement utilisé des armements principalement destinés aux populations civiles comme des bombes à billes.

Cette guerre est analysée comme étant la première guerre israélo-palestinienne dans la mesure où, pour la première fois, elle met aux prises directement l'armée, de Tel-Aviv aux forces palestiniennes appuyée uniquement par les patriotes libanais. Il faut d'ailleurs noter

(Suite page 2)

Combat de coqs pour un perchoir (suite)



Jeudi 30, le bureau du groupe parlementaire RPR devrait fixer son choix pour la candidature à la présidence de l'Assemblée nationale.

On sait la dispute qui oppose Chaban-Delmas et Edgar Faure pour s'installer au perchoir (la place du président de l'Assemblée, sorte de chef d'orchestre de la basse-cour parlementaire). Au dernier moment, un troisième larron, le dénommé Nungesser, est venu se mettre sur les rangs des postulants !

Quel que soit le choix définitif du parti de Chirac, cette comédie politique aura été révélatrice des querelles de clans qui animent la majorité.

Mercredi, « La lettre de la Nation », bulletin quotidien du RPR, publiait une mise au point indignée de Chaban : en effet, la dite « lettre », datée du 24 mars, écrivait :

« Tous les observateurs ont pu déjà constater que la candidature de Jacques Chaban-Delmas contre Edgar Faure à la présidence

de l'Assemblée nationale s'enchaînait avec les nombreuses initiatives d'inspiration élyséenne pour mettre le RPR en état de dépendance au sein de la majorité. C'est d'autant plus facile à constater que la campagne menée n'est pas clandestine » et Chaban s'insurge : « Ma candidature serait donc celle de l'Élysée. Cette assertion est inacceptable et fautive. »

Les coups volent bas entre compagnons gaullistes.